

# Rapport sur les Frères musulmans : la grande instrumentalisation

Un rapport, très attendu, sur l'entrisme des Frères musulmans en France a été présenté mercredi en conseil de défense. Depuis des semaines, l'attention politique et médiatique se focalise sur le sujet, sous l'impulsion zélée du ministre de l'intérieur, conscient de l'avantage politique qu'il peut en tirer.

[Lucie Delaporte](#) et [Ilyes Ramdani](#)

21 mai 2025 à 19h31

À l'Élysée, le président de la République, le premier ministre et une demi-douzaine de membres du gouvernement échangent, sous le sceau du secret-défense, sur un document classifié. À l'extérieur, les chaînes d'information en continu sont en boucle, tout comme la presse de droite et d'extrême droite : *Le Figaro* a déjà publié de larges extraits du rapport, *Le Point* parle d'un document « choc », *Le Journal du dimanche* s'affole sur le récit que le document fait d'une France « de plus en plus gangrenée ».

L'organisation, mercredi, d'un conseil de défense et de sécurité nationale (CDSN) dédié au rapport sur « *[les] Frères musulmans et [l']islamisme politique en France* », a fait l'objet d'une attention politique et médiatique rarement atteinte. À la manœuvre, Bruno Retailleau, qui multiplie les prises de parole sur le sujet. « *Le danger est global* », martèle le ministre de l'intérieur, qui compte faire de la question « *une de [ses] grandes priorités* ».

Voilà un an que l'exécutif promet la publication de ce rapport, commandé au printemps 2024 par Gérald Darmanin, alors ministre de l'intérieur. Retardée par la dissolution puis par l'instabilité politique, sa remise a été soigneusement préparée, annoncée et organisée par son successeur Place Beauvau. Au point de virer à l'opération de communication millimétrée.



Gérald Darmanin, Sébastien Lecornu, Bruno Retailleau et Emmanuel Macron lors d'une visite

à l'état-major interministériel de lutte contre la criminalité organisée à Nanterre, en banlieue parisienne, le 14 mai 2025. © Photo Ludovic Marin / Pool / AFP

Depuis des semaines, déjà, Bruno Retailleau laisse fuiter au compte-goutte des informations sur ce document. Fin avril, en déplacement à Marseille (Bouches-du-Rhône), il prévient : le rapport sera « *accablant* », témoin d'un « *islamisme à bas bruit* », « *conquérant* », qui vise à « *faire basculer toute la société française dans la charia* ». Les articles de presse se multiplient alors au sujet d'un document encore confidentiel et que personne n'a lu.

À lire aussi

[« La dénonciation des Frères musulmans sert à réactiver un sentiment de peur »](#)

21 mai 2025

Présenté mercredi 21 mai dans une version allégée, largement « *caviardée par les services* » aux dires d'un des acteurs du dossier, le rapport (*à lire en intégralité en annexes*) se résume à une note de synthèse de la perception qu'a l'État des Frères musulmans et de leur implantation en France. Après un long exposé historique et géopolitique, les coauteurs du rapport, un ambassadeur à la retraite et un préfet, balaient les « *réseaux* » de la confrérie : lieux de culte, associations, vie politique locale...

Au total, le rapport recense 139 mosquées affiliées à Musulmans de France, association jugée proche des Frères musulmans, ce qui représente 5 % des 2 800 lieux de culte musulmans en France. Un chiffre « *bien en deçà de ce qu'il était il y a dix ans où il tournait plutôt autour de 200 lieux de culte* », assure Bernard Godard, longtemps le « Monsieur Islam » du ministère de l'intérieur. Ce que le gouvernement présente comme une galaxie touche aussi, à en croire les rapporteurs, 280 associations dans les domaines caritatif, scolaire ou encore sportif.

Nous n'avons pas besoin de ce rapport pour comprendre ce qu'il se passe, nous le savons.

L'entourage de Gérald Darmanin, dès mars 2024

Là-dessus, le rapport ne fait que compiler des accusations portées de longue date par les gouvernements successifs, au moins depuis la nomination de Manuel Valls à Matignon en 2014. Plusieurs décisions prises ces dernières années visaient déjà à assécher la supposée emprise des Frères musulmans dans le pays : [dissolution](#) du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), [rupture du contrat](#) du lycée musulman Averroès, [expulsion](#) de l'imam Iquioussen...

Des associations sportives ou culturelles, considérées comme infiltrées par la confrérie, se sont également vu supprimer leurs subventions et soutiens des pouvoirs publics. Anecdote mais révélateur : la lutte obsessionnelle de Gérald Darmanin contre les Frères musulmans avait touché jusqu'au footballeur Karim Benzema, accusé par le ministre d'être « *en lien notoire* » avec l'organisation.

La loi séparatisme, [votée en 2021](#) dans la foulée du discours des Mureaux (Yvelines) d'Emmanuel Macron, visait déjà à lutter contre les phénomènes décrits dans le rapport. Mais, du point de vue de l'exécutif, l'absence de constats nouveaux ne pose aucun problème : était-il seulement fait pour cela ?

Gérald Darmanin a laissé son entourage répondre à cette question, dès le printemps 2024, avec une sincérité désarmante : « *Nous n'avons pas besoin de ce rapport pour comprendre ce qu'il se passe, nous le savons* », expliquait dans [Le Journal du dimanche](#) le cabinet du ministre de l'intérieur. Et ce dernier de surenchérir : l'enjeu est de « *provoquer un choc* », reconnaissait-il dans le même article, jugeant le rapport « *nécessaire pour convaincre la France* » de la gravité du danger.

Un tel cadrage a laissé perplexes plusieurs connaisseurs du dossier. « *J'ai bien senti que c'était une commande politique, dont les conclusions avaient presque été écrites en amont par le gouvernement* », déplore une des personnes auditionnées par les rapporteurs. D'autres ont refusé de l'être : c'est le cas, selon nos informations, des chercheurs Vincent Geisser et Margot Dazey, spécialistes du sujet.

## Le lent teasing de Retailleau

À l'inverse, l'anthropologue Florence Bergeaud-Blackler a salué dans *Le Parisien* un rapport qui « *met en évidence [la] logique de structuration d'une contre-société islamique* », se félicitant que l'État ait « *pris conscience des stratégies* » des Frères musulmans. Des applaudissements attendus, tant l'exécutif a épousé ces dernières années la ligne de l'autrice du livre *Le Frérisme et ses réseaux, l'enquête* (Odile Jacob, 2023).



L'anthropologue Florence Bergeaud-Blackler lors d'une de ses conférences à la médiathèque de Pau le 4 décembre 2023. © Photo Quentin Top / Hans Lucas via AFP

Elle y développe l'idée d'une menace sourde contre la République portée par des membres de la confrérie, se dissimulant derrière une apparence légaliste pour imposer le « *califat mondial* » et la « *charia* » en France. Son essai avait provoqué une levée de boucliers des chercheurs et chercheuses spécialistes du sujet. L'un d'eux, Haoues Seniguer, dénonçait « *une forme de fantasme qui confine à la panique morale* ».

Le livre avait en revanche été encensé par les éditorialistes du groupe Bolloré et de nombreuses personnalités de droite et d'extrême droite... dont Bruno Retailleau, qui a partagé avec l'anthropologue la tribune d'un meeting « *contre l'islamisme* » [fin mars](#). L'empressement du ministre de l'intérieur à reprendre en main le rapport commandé par son prédécesseur, dès sa nomination à la rentrée 2024, n'a donc étonné personne.

À lire aussi

[L'islamologue Florence Bergeaud-Blackler : derrière le buzz, des travaux déconsidérés et des méthodes décriées](#)

9 juillet 2023

Celui-ci a même poussé le zèle jusqu'à publier un livre sur le sujet, largement inspiré du rapport mais avant sa publication, en pleine campagne interne pour la présidence du parti Les Républicains (LR), [qu'il a remportée](#) le 18 mai. Intitulé *Ne rien céder. Manifeste contre l'islamisme* (Éditions de l'Observatoire, 2025), cet ouvrage de trente-deux pages se limite à un appel au « *sursaut collectif* » face à « *l'islamisme politique qui menace nos démocraties de l'intérieur* ».

Confidences dans la presse, publication d'un livre, teasing acharné du rapport, service après-vente sur CNews et Europe 1 : depuis sa nomination, Bruno Retailleau ne ménage donc pas ses efforts pour tirer un profit politique de la publication de ce rapport. Au point de faire grincer au sein même du gouvernement et de l'administration de l'État, où plusieurs de nos interlocuteurs dénoncent « *l'instrumentalisation à des fins personnelles* » du ministre, selon l'expression de l'un d'eux.





Un des nombreux débats de CNews, le mardi 20 mai. © Capture d'écran Mediapart

Loin de tempérer l'ardeur du nouveau patron de LR, ou de discuter ses conclusions, plusieurs figures de la coalition au pouvoir ont entrepris de surfer sur la même vague. Gérard Darmanin, devenu ministre de la justice après avoir commandé le rapport à Beauvau, ne cesse d'alerter sur le « *nombre de personnes dans l'État et les collectivités locales* » qui seraient « *sous l'influence des Frères musulmans* », tout comme « *certaines organes de presse* ».

Autre postulant putatif à la prochaine élection présidentielle, Gabriel Attal n'est pas en reste. Le secrétaire général du parti Renaissance a décidé d'avancer la publication de ses propositions sur le sujet, soucieux de ne pas laisser trop d'avance à ses concurrents. Ainsi *Le Parisien* a-t-il opportunément révélé [mardi soir](#) la volonté de l'ancien premier ministre de défendre l'interdiction du voile dans l'espace public jusqu'à 15 ans, l'adoption d'une « loi entrisme » après la « loi séparatisme » et la création d'un délit de communautarisme.

Édouard Philippe, lui, avait dégainé dès samedi. En meeting à Marseille (Bouches-du-Rhône), le président du parti Horizons a consacré une partie importante de son discours à la lutte contre le communautarisme et à son « essor ». « *Je refuse de fermer les yeux* », a lancé le candidat déclaré à la prochaine présidentielle, soucieux de battre en brèche les accusations de laxisme que lui formule une partie de la droite et de l'extrême droite.

## Macron s'ajoute au concert

Au milieu de cette surenchère, certains au sein du camp présidentiel espéraient trouver à l'Élysée un pôle de rationalité et une voie d'apaisement. À bas bruit, plusieurs des soutiens d'Emmanuel Macron disent craindre l'impact d'une telle séquence sur la communauté musulmane en France, pour ce qu'elle implique de stigmatisation.

Leur salut ne viendra pas du chef de l'État, qui a décidé de reprendre à son ministre de l'intérieur le pilotage du sujet. Mardi, Emmanuel Macron a même missionné deux de ses plus proches conseillers pour exposer aux journalistes sa vision du sujet. Une approche censée être plus équilibrée que celle de Bruno Retailleau. « *Il ne faut ni naïveté ni amalgame* », explique l'Élysée.

Dans une habile galipette rhétorique, l'entourage du chef de l'État valide le glissement sémantique impulsé par ses ministres : après le « communautarisme », en vogue pendant de longues années, le « séparatisme », mis à l'agenda par Emmanuel Macron, voici venu le temps de l'« entrisme ». Des notions qui, aux dires de l'État, recouvrent des accusations très proches : associations noyautées, financements étrangers, revendications spécifiques...

Mais l'Élysée n'en démord pas : ce n'est pas de la même chose qu'il s'agit. Le séparatisme, expliquent les proches d'Emmanuel Macron, c'est « *s'enclaver dans la République et vivre en autarcie* » ; l'entrisme, c'est « *utiliser la dissimulation pour aller à la conquête des instances de pouvoir, pour substituer les règles de vie en société et mettre en place les règles de la charia* ». Une entreprise « *par le bas* », dont les Frères musulmans incarneraient aujourd'hui « *la dynamique la plus active* » dans le pays.

L'escalade verbale a vocation à « *faire connaître au grand public la menace* », assume l'Élysée ; une autre version du « choc » qu'appelait de ses vœux Gérard Darmanin. La stratégie de l'exécutif, à commencer par le ministre de l'intérieur, ne s'arrêtera pas en si bon chemin : le temps viendra bientôt des propositions concrètes. Après les premières mesures décidées mercredi en conseil de défense, Bruno Retailleau pourrait ainsi tenter de mettre à l'agenda parlementaire un texte de loi sur le sujet.

[Lucie Delaporte](#) et [Ilyes Ramdani](#)